

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BOGOTÁ

N°13 –31 mars 2021

En bref

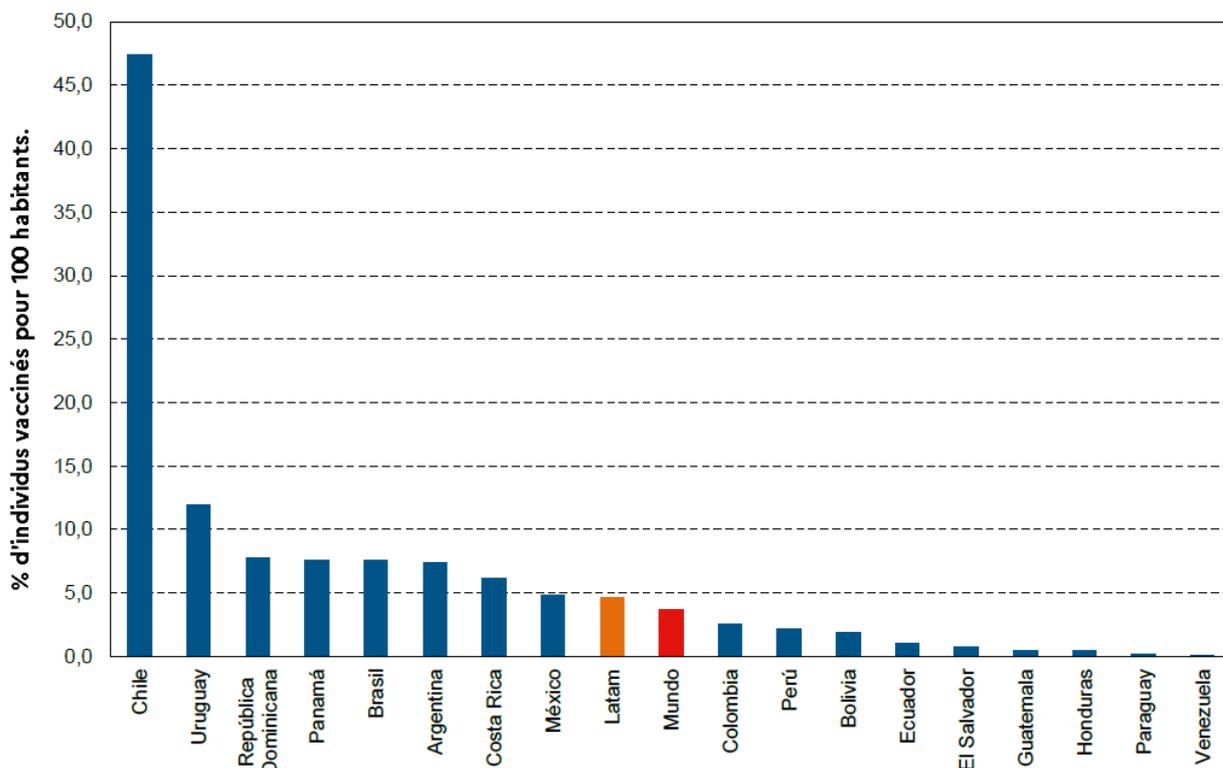
Au regard du pourcentage de personnes vaccinées en Amérique latine, le Venezuela a l'un des pires taux de toute la région, avec seulement 0,04 % de sa population vaccinée, alors que l'Amérique latine a vacciné 4,5 % de sa population au 30 mars 2021. Parmi l'ensemble des pays, le Chili, l'Uruguay et la République dominicaine se distinguent, avec respectivement 47,4 %, 11,9 % et 7,7 % de leur population vaccinée. L'Amérique latine a par ailleurs le taux de mortalité due au COVID-19 le plus élevé du monde (3,15%), devant l'Afrique (2,68%), et l'Océanie (2,71%) selon les chiffres officiels.

LE CHIFFRE À RETENIR

4,5%

C'est le taux de la population vaccinée contre le covid-19 en Amérique latine au 30 mars 2021.

Les vaccins administrés en Amérique latine au 30 mars 2021.



Source : Our World in Data et Ecoanalitica.

BOLIVIE

S&P dégrade la note souveraine de la Bolivie

L'agence de notation Standard & Poors (S&P) a dégradé la note souveraine de la Bolivie, la faisant passer de « B stable » à « B - ». S&P a fait ce choix au regard de la détérioration de la situation budgétaire du pays, ainsi que de l'augmentation de l'endettement public. Cette décision ne manquera pas de peser sur les conditions financières qu'offriront les investisseurs à la Bolivie, alors que le gouvernement envisage une émission souveraine de 3 Mds USD pour 2021.

Le Gouvernement Arce prévoit un déficit budgétaire de près de 10 points de PIB cette année.

Le programme budgétaire et financier des autorités table sur un déficit budgétaire à -9,7% en 2021 (soit la 8e année consécutive en négatif). Ce chiffre découle d'une cible d'investissement public élevée (4 Mds USD), dans un contexte de faiblesse des recettes (réduction des recettes fiscales et des revenus gaziers dans le contexte de la pandémie).

COLOMBIE

La production de charbon en Colombie a chuté de 40 % en 2020.

La Colombie, cinquième exportateur mondial de charbon a produit 49,5 millions de tonnes de charbon en 2020, contre 82,4 millions de tonnes en 2019, du fait des effets combinés de la

pandémie et d'une grève de 91 jours dans l'une des plus grandes mines du pays. Malgré la baisse de sa production, le charbon est resté en tête des paiements de royalties minières l'année dernière à 328 MUSD. Pour l'avenir, si la demande européenne en charbon thermique devrait continuer à baisser, les besoins en charbon métallurgique pour fabriquer l'acier devraient bénéficier des plans de relance. La production d'or, saluée par le ministre des Mines et de l'Energie comme la clé de la diversification de la production minérale de la Colombie au côté du cuivre, a augmenté de 29,9% l'année dernière, passant de 36,7 tonnes en 2019 à 47,6 tonnes.

La Colombie impose de nouvelles restrictions lors de la Semaine sainte.

Afin d'éviter une troisième vague épidémique et à l'approche des festivités de Pâques, le pays a imposé de nouvelles restrictions à la population depuis le week-end dernier : restrictions à la circulation et couvre-feux nocturne dans les municipalités où le taux d'occupation des soins intensifs est supérieur à 70% et fermeture des plages certains jours de la semaine sur la côte caraïbe. Le pays a signalé plus de 2,3M de cas et 62.300 morts et a administré à date 1,3M de doses de vaccin. Bogota, qui compte 8M d'habitants, enregistre un taux d'occupation des unités de soins intensifs de 61,3%, tandis que les deux autres grandes villes, Medellin et Cali, présentent des taux d'occupation de 84,5% et 78,8%, respectivement. L'Etat d'urgence sanitaire est prolongé de trois mois.

La Banque centrale de Colombie maintient son taux et relève ses prévisions de croissance du PIB.

La Banque centrale de Colombie a maintenu son taux d'intérêt de référence inchangé à un niveau



historiquement bas de 1,75 % pour le sixième mois consécutif, conformément aux attentes du marché, tout en relevant ses prévisions de croissance économique pour cette année à 5,2% contre une estimation précédente comprise entre 2 et 6 %, 4,5 % étant le chiffre le plus probable. Selon le directeur de la Banque, Leonardo Villar, la révision est intervenue après que la contraction du PIB de 6,8 % de l'année dernière ait été inférieure aux prévisions de l'agence et alors que de meilleures performances sont enregistrées jusqu'à présent cette année.

EQUATEUR

Nouveau prêt budgétaire de 200 MUSD de la BID.

La BID a approuvé un prêt d'une unique tranche de 200 MUSD pour financer des actions d'atténuation des conséquences sociales de la crise sanitaire (via des transferts monétaires aux populations vulnérables identifiées) et promouvoir la création d'emplois dans les secteurs liés à l'économie verte. Cette aide budgétaire permettra entre autres de contribuer à l'amélioration des services sociaux à l'enfance et à l'achat des vaccins de base pour les enfants. Ce nouveau prêt s'inscrit dans la stratégie de financement soutenable des multilatéraux dans le cadre du programme du FMI.

Investissements équatoriens au Panama dans la grande distribution.

Le groupe équatorien Corporacion Favorita qui avait acquis 74% des actions du groupe panaméen El Rey en 2018 (OPA amiable), vient d'annoncer un nouveau plan d'investissements de 200 MUSD sur les 5 prochaines années au Panama. Cette annonce intervient dans le cadre

d'une visite du ministre équatorien de la Production, du Commerce et des Investissements à Panama dont l'objectif est la relance des discussions en vue d'un Accord de Libre Echange avec ce pays. Corporación Favorita, leader local de la grande distribution, est présent dans 6 pays de la région.

PEROU

Le Président Sagasti annonce la sélection de l'offre française en vue d'accompagner la construction de la nouvelle « Carretera central » et de la voie express « Santa Rosa »

Au terme d'un concours piloté par l'agence Provias Nacional (Ministère des transports), le Président Sagasti a annoncé le 25 mars la sélection de l'offre française pour une Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) adossée à un accord intergouvernemental (AIG), en vue d'accompagner la réalisation de deux projets routiers : le doublement de la « Carretera central », un axe stratégique reliant Lima à l'intérieur du pays; et la création à Lima-Callao d'une voie express entre l'aéroport international et la route côtière « Costa Verde ». L'offre française élaborée par le duo Egis-Setec avec le soutien du Gouvernement français a devancé les offres de consortiums espagnol, coréen et japonais, soutenues par leurs Gouvernements respectifs. Des discussions sont engagées entre les parties péruvienne (Provias) et française (consortium et Ambassade) pour définir l'accord dit « d'Etat à Etat » qui accompagnera cette assistance technique. L'investissement prévu pour les deux projets atteint 3,2 Mds USD.

Le FMI recommande le versement d'un nouveau « bono » dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire

Le Fonds monétaire a publiquement évoqué cette recommandation faite dans le cadre de la revue de la situation macroéconomique du pays, au titre de l'Article IV. L'annonce a suscité des réactions alors que le Pérou se trouve à une dizaine de jours des élections du 11 avril (1^{er} tour de la Présidentielle et législatives). Certains candidats sont en effet hostiles à la poursuite du versement de « bonos » assimilés à une politique « d'assistanat », dont la candidate Keiko Fujimori (Fuerza Popular), qui reste en lice pour accéder au 2^e tour de la Présidentielle. Le Fonds considère au contraire qu'un nouveau transfert monétaire aux ménages vulnérables (2760 soles; 2,3% du PIB) permettrait de soutenir l'activité et de limiter la hausse de la pauvreté, alors que la reprise demeure tributaire d'une situation sanitaire dégradée.

SURINAME

Le Suriname demande une nouvelle extension pour le paiement de ses obligations.

A l'automne dernier, le gouvernement du Suriname et ses créanciers avaient convenu d'un deuxième moratoire concernant le remboursement d'obligations Eurobonds 2023 et 2026 au 26 avril 2021 sous la condition de la conclusion d'un accord technique avec les services du FMI au 24 mars 2021. Cette extension avait permis au Suriname d'éviter techniquement le défaut de paiement sur sa dette extérieure - dépassant 40% des recettes publiques en 2020 - tout en lui accordant un délai supplémentaire pour effectuer ses paiements.

Faute d'accord technique à la date convenue avec les créanciers, le gouvernement a demandé la semaine dernière une troisième extension du report de paiement sur ces obligations. Pour sa part, le comité des créanciers a demandé l'accès aux données et aux projections économiques du pays afin d'envisager une nouvelle extension du paiement des obligations.

VENEZUELA

Le Président Nicolas Maduro propose de payer les vaccins contre le Covid-10 grâce au pétrole.

Nicolas Maduro a proposé publiquement de payer les vaccins contre la COVID-19 grâce à des exportations de pétrole, alors que le pays n'a pas honoré sa facture de 18MUSD en février pour l'accès au mécanisme COVAX et est toujours en pourparlers avec l'Organisation mondiale de la Santé pour étudier les formalités d'accès aux doses qui lui ont été réservées (entre 1,4 et 2,4M). A ce stade, le Venezuela a reçu 2500.000 doses du vaccin russe Sputnik V (10M lui auraient été réservées) et 500.000 doses du vaccin chinois Sinopharm. En début de semaine, le pays a par ailleurs reçu 50.000 doses du vaccin russe EpiVacCorona qui seront utilisés dans le cadre des essais du candidat-vaccin.

Le nombre d'entreprises vénézuélienne a diminué de 85% en 22 ans.

C'est ce que révèle une enquête publiée par la Banque Interaméricaine de développement (BID): «l'entreprise vénézuélienne, situation actuelle, défis et opportunités». Par ailleurs, le document révèle que les firmes consacrent 12% de leurs revenus à la sécurité et 80% d'entre elles



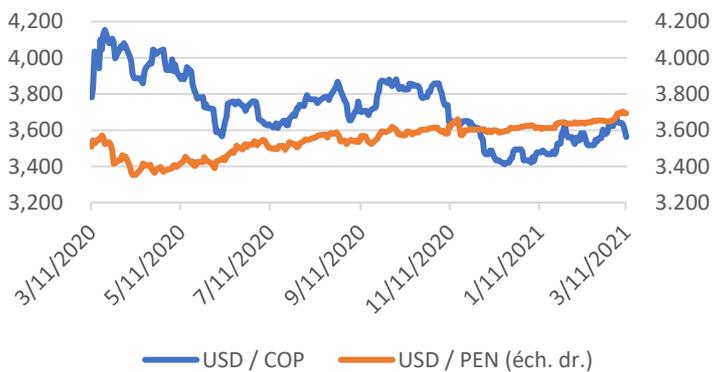
rapportent des pannes électriques fréquentes (contre des moyennes respectives de 4% et 50% pour la Communauté andine des Nations).

Le Venezuela ne reconnaît pas la décision de l'OIT à son encontre.

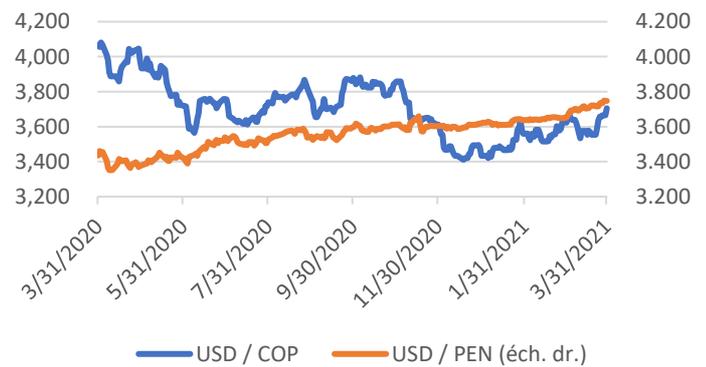
Le Ministre du Travail Eduardo Piñate a annoncé que l'administration vénézuélienne ne reconnaîtra pas la décision de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) rendue ce samedi 27, qui conclut que le gouvernement de Nicolás Maduro a violé les conventions internationales et les droits fondamentaux des travailleurs. La plainte avait été déposée par la fédération professionnelle Fedecamaras, en tant que membre de l'OIT, soutenue par plusieurs syndicats de travailleurs. La décision indique que le sujet figurera à l'ordre de la prochaine session qui se tiendra en novembre, sous le titre : "Examen de toutes les mesures possibles, y compris celles prévues par la Constitution de l'OIT, nécessaires pour que la République bolivarienne du Venezuela se conforme aux recommandations de la Commission d'enquête dans les délais requis".

Les graphiques de la semaine :

Taux de change (quotidien)



Taux de change (quotidien)

**Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2020) :**

	POPULATION (M)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Déficit fiscal	Dette publique (% PIB)	IDH (rang mondial)		Doing Business (rang mondial)	
			2020 e.	2021 p.			2020	Variation sur un an	2020	Variation sur un an
BOLIVIE	11,5	38.7	-7.9	5.6	-8.5	59.3	107	+7	159	-3
COLOMBIE	50,3	282.2	-7.9	4.6	-9.4	59.3	83	0	67	-2
EQUATEUR	17,3	93.07	-11	4.7	-8.9	n.a	86	-1	129	-6
GUYANA	0,782	6.8	26.2	8.12	-5.6	36.9	122	-1	134	0
PEROU	32,5	188.4	-12	9	-9.4	21.9	79	+3	76	-8
SURINAME	0,581	2.8	-13.1	1.49	-13.9	n.a	97	+1	162	+3
VENEZUELA	27.9	n.a	-25	-10	n.a	n.a	113	-20	188	0
ARGENTINE	45.3	382.7	-10.4	4.5	-11.4	n.a	46	+2	126	-7
BRESIL	211.4	1312.6	-4.5	3.6	-16.7	68.5	84	-5	124	-15
CHILI	19.4	245.4	-6.3	5.8	-8.7	14.6	43	-1	59	-3
MEXIQUE	128.9	1133.2	-8.5	4.3	-5.8	56.7	74	0	60	-6

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, Oct 20), PNUD, Doing Business.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international